



Info Lutttes

N°1
16 janvier 2019

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

Infolutttes76@orange.fr

**PAR LES GRÈVES, LES BLOCAGES ET LES MANIFESTATIONS
FAISONS CÉDER LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT**

ENSEMBLE LE 19 JANVIER !!



Le gouvernement s'engage dans une escalade dangereuse en continuant les provocations (les jeunes et les travailleurs n'auraient pas le goût de l'effort !!!), en refusant de répondre aux revendications, en confirmant l'ensemble des contre-réformes à venir (retraites par points, assurance-chômage...) et en s'enfermant dans une dérive autoritaire.

L'Union départementale CGT de Seine Maritime affirme que la colère ouvrière, exprimée dans les grèves, et dans la mobilisation des Gilets jaunes, est totalement légitime face à un gouvernement et un patronat qui n'agissent que pour le seul profit des actionnaires et des banquiers (57 milliards d'euros servis aux actionnaires).

L'UD CGT 76 condamne fermement la violente répression des manifestants ordonnée par le gouvernement (gazages, tirs de flash-ball, grenades de désencerclement considérées comme armes de guerre, milliers d'interpellations et de garde à vue...). Cette répression est aussi dirigée contre les syndicats : des cheminots et des salariés de l'Energie sont menacés pour des actions collectives syndicales.

L'UD CGT 76 dénonce l'opération « grand débat national » avancé par l'exécutif comme la réponse démocratique à la crise actuelle. Macron et son gouvernement n'ont en réalité qu'un seul objectif : sortir de leur isolement et être légitimés afin de poursuivre la casse sociale.

En conséquence la CGT ne participera pas au « Grand débat », à quelque niveau que ce soit.
L'heure n'est pas à la « concertation » mais à la riposte syndicale interprofessionnelle et à la mobilisation pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale.

L'UD CGT 76 appelle ses syndicats en lien avec les UL, chaque fois que les conditions sont remplies à :

- manifester sous les couleurs CGT, aux côtés des Gilets jaunes, et ce dès samedi 19 janvier :

**10h00 Place de l'Hôtel de Ville à Rouen
10h00 Franklin au Havre**

- réunir les syndiqués et les salariés, pour agir par les blocages et par la grève dans les entreprises et dans les services publics afin d'arracher les revendications :

- Augmentation des salaires et des retraites
- Rétablissement de l'ISF
- Suppression de la CSG
- Abrogation de la loi travail
- Lutte contre l'évasion fiscale
- Taxer le capital
- Plus de moyens pour les services publics (l'hôpital, la justice, l'école, les transports, etc...)

A l'ordre du jour : «LE RENFORCEMENT»

Le point de vue de Jean Philippe Billon, secrétaire de la CGT du SMEDAR.

Le renforcement, c'est avant tout sur le terrain, en menant des actions, et en tenant des réunions d'information. Nous avons décidé d'aller à la rencontre des agents et de prendre en compte leurs difficultés. Ensuite, les agents voient bien qu'on remonte leurs demandes à travers les rapports CP et CHSCT qui sont publiés.

Nous avons beaucoup fait de l'action, y compris dans la dernière période pour les salaires, en convergence avec les gilets jaunes. Et les agents nous ont rejoints : nous avons fait une progression de 45% aux élections des représentants le 6 décembre.

Maintenant des collègues demandent à adhérer. Ce qui les a décidé c'est qu'on a montré qu'on se battait pour le collectif : 2 anciens sont revenus à la CGT parce que nous avons remis en place une info et que nous avons travaillé pour le bien commun des salariés. Nous avons levé le manque de confiance qui s'était répandu. Un salarié récemment est venu adhérer en disant : « Ce que fait la CGT avec les Gilets jaunes, ça me convainc de vous rejoindre. Je craignais que le syndicat reste à côté ».

Il faut maintenant une démarche spécifique pour discuter de l'adhésion. Nous allons passer voir les salariés et dire que pour être plus efficaces, cela passe par le renforcement du syndicat. Il faut qu'on s'organise bien.



Le point de vue d'Eric Pancoup, secrétaire de la CGT Greif.

Avec notre fédération de la métallurgie, nous faisons 2 fois dans l'année une campagne de syndicalisation. Avec un tract pour discuter avec chaque salarié.

Récemment j'ai fait 2 nouveaux syndiqués. Ce sont 2 salariés qui étaient Gilets jaunes, et ont adhéré suite à l'action de grève qu'a menée le syndicat CGT chez Greif. Un salarié a adhéré le jour de la grève, et l'autre dans les jours suivants. Ils étaient sur le rond-point de la Motte où il y a beaucoup de syndiqués CGT. Ils se rendent compte que les revendications qui les rassemblaient sur les ronds-points étaient celles mises en avant par la CGT dans la boîte. Ces 2 salariés ont participé au débrayage dès 5 heures du matin. Ils ont compris que pour gagner sur les salaires, il fallait aussi se battre dans la boîte. Ils étaient OK pour : Pas de salaire en dessous de 1800€. Ce qui les a décidés c'est de voir que la CGT marchait avec eux.

Aujourd'hui, l'élément important pour l'adhésion c'est le pouvoir d'achat, le salaire, la défense de la partie socialisée du salaire. Nous avons discuté et un salarié a été convaincu parce que son père, retraité de chez Greif, avait eu un salaire complété par de nombreuses primes. Résultat, il a aujourd'hui une retraite très basse à

1100€. Le collègue a compris l'importance du salaire socialisé.

Le point de vue de Christophe Martin, secrétaire de l'UL CGT de Lillebonne.

Il y a quelques jours, 3 salariés d'une boîte de la Chimie sont venus pour adhérer à la CGT. Avant ils étaient CFDT pendant des années, mais ils en ont eu marre de ce que faisait la CFDT au niveau national, jamais dans l'action et acceptant toutes les réformes pro-patronat comme la loi El Khomri en 2016. Dans cette boîte la CGT va revenir s'implanter après 30 ans d'absence.

A NOTER : L'Assemblée des militants de l'UL CGT de Lillebonne s'est réunie avec 21 participants vendredi 11 janvier.

Discussion très vivante pour que la CGT prenne toutes ses responsabilités pour la mobilisation sur les revendications. L'Assemblée s'est orientée vers l'action dans les boîtes et la localité en cherchant la grève, et la présence CGT avec ses couleurs dans les manifestations du samedi.



LES DERNIERS COMMUNIQUÉS DE LA CONF ! (TOUS LES COMMUNIQUÉS ICI)

GRAND DÉBAT NATIONAL **Le véritable débat, on va se le faire**

La prose du président des riches est en train d'arriver. 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair : je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre. Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minima sociaux. Bref, rien sur les légitimes revendications qui font s'exprimer la colère depuis des mois, qu'elles soient portées par la CGT ou par le mouvement des gilets jaunes.

Macron persiste et signe : j'ai un programme et je l'appliquerai. Et le « grand débat national » j'en fixe le cadre et les limites : fiscalité et dépenses publiques, organisations de l'État et des services publics, transition écologique, démocratie et citoyenneté... avec un cap : continuer à réduire la dépense publique et les services publics dont certains seraient dépassés et trop chers, ne pas revenir sur l'imposition des plus riches, la poursuite de la réorganisation de l'État et, là encore, des services publics pour, là aussi, faire des « économies », interroger la vie démocratique et la citoyenneté. Bref, c'est : « circulez y'a rien à voir », je garde le cap de l'austérité sans m'attaquer à l'argent et ceux qui le possèdent et le reste n'est pas discutable. L'exigence de justice sociale et fiscale exprimée fortement dans le pays est donc exclue de cette piteuse tentative d'enfumage.

C'est pourquoi, la CGT refuse de participer à toute réunion nationale sur ce contenu après avoir réaffirmé et fait connaître ses exigences sur la nécessaire revalorisation du Smic, des salaires, pensions et minima sociaux, sur le rétablissement de l'ISF et une fiscalité plus juste incluant la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, entre autres.

La CGT affirme, par contre, que le véritable débat, on va se le faire, sur l'ensemble du territoire et en appui des luttes qui se développent. La voix des salariés, retraités, précaires, privés d'emploi, jeunes, doit et va compter et Macron comme le Medef, largement épargné jusqu'alors, devront entendre nos revendications sur les salaires et pensions, la

fiscalité, les services publics, notre quotidien au travail, la transition énergétique, la démocratie et la citoyenneté.

- 57 milliards d'euros versés aux seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2018 (en hausse de 62% en 10 ans).
 - 100 milliards d'euros annuels d'évasion fiscale.
 - 200 milliards d'euros annuels d'aides aux entreprises.
- Un pognon de dingue qui doit sortir des poches d'une minorité pour remplir celles de la majorité qui réclame justice sociale et fiscale.

La CGT appelle massivement les salariés à repousser le cadrage de l'opération « enfumage » de Macron, à investir massivement les lieux d'expressions en territoire pour porter leurs doléances et revendications.

Elle appelle, aussi, à poursuivre le développement des luttes à l'entreprise en exigeant partout l'ouverture des NAO sur les salaires dans le privé et sur le déblocage des salaires et la revalorisation du point d'indice dans le public.

La CGT appelle, également, aux convergences avec toutes celles et ceux qui partagent ces exigences.

Elle propose, enfin, à toutes les organisations syndicales d'appeler, dans les jours qui viennent, à monter d'un cran le niveau de l'action y compris par la grève.

Montreuil, le 15 janvier 2019

Courrier de Philippe MARTINEZ à Annie LACROIX RIZ

Chère Amie, Chère Camarade

Pour faire suite à notre conversation téléphonique du vendredi 11 janvier dernier, je tenais à te confirmer, par ce courrier, toutes mes excuses et celles de la CGT concernant le contenu d'une fiche publiée par la confédération, le mardi 8 janvier. Cette fiche intitulée « extrême droite et médias » cite ton nom comme naviguant dans la mouvance conspirationniste et proche de l'extrême droite. Une telle affirmation est absolument scandaleuse et sans fondement. L'ensemble de tes recherches, travaux et publications sont là pour prouver le contraire.

J'ai d'ailleurs personnellement eu l'occasion d'échanger avec toi, individuellement ou publiquement à de multiples reprises. Je tiens à saluer le travail que tu as réalisé et ton engagement total de la tentative de réhabilitation de Louis RENAULT par ses descendants et la direction générale du groupe RENAULT. Ce travail aux côtés de la CGT Renault, a permis de faire capoter cette tentative et rétablir la vérité historique sur l'engagement et la collaboration de Louis RENAULT avec l'occupant nazi.

Comme je te l'ai précisé oralement, nous avons des points de désaccords sur certains sujets d'actualité, sur des positions de la CGT. Pour autant, j'ai toujours été favorable à la confrontation d'idées et au débat.

Un message sera envoyé à nos organisations pour affirmer que cette fiche n°17 est annulée et non « utilisable » en l'état. Elle sera retravaillée de façon sérieuse et objective.

Je te prie de recevoir mes salutations fraternelles et militantes.

Philippe MARTINEZ
Secrétaire général de la confédération générale du travail